

OPPOSITION AUX LOIS TRAVAIL: LA NÉCESSAIRE CONVERGENCE!...

La loi «*Travail*» à laquelle nous nous sommes opposés et qui nous oppose aujourd'hui, relève à mon sens de deux thématiques distinctes, l'objet du combat et la modalité du combat.

Une loi fondamentale et complexe fixant la domination de l'entreprise sur les travailleurs.

Sur l'objet, je relèverai rapidement que c'est une loi complexe dont peu de manifestants ont maîtrisé l'étendue et les impacts de ses articles, même si nous en avons bien compris la philosophie, c'est une loi idéologique dans sa conception de la place de l'entreprise et de celle des travailleurs. On a bien vu qu'elle garantit les droits des travailleurs quand ils n'entrent pas en conflit avec les intérêts de l'entreprise, et donc les intérêts de qui elle sert. Pour les travailleurs, c'est pareil, ils ont bien senti la complexité de l'objet et donc n'ont pas vu les retombées immédiates. Notre opposition a donc été idéologique aussi, nous défendons la priorité des intérêts des travailleurs sur ceux de l'entreprise lorsqu'ils doivent s'opposer. Seulement, il y a bien longtemps que le syndicalisme a perdu son droit de mener des combats idéologiques face aux combats des entrepreneurs qui eux, ne seraient «*que*» pragmatiques. Seule, la défense des intérêts immédiats semble rester légitime comme activité syndicale. Partant de là, ne se sont mobilisés contre la loi Travail que les militants organisés et les jeunes précarisés les plus révoltés. Bien sûr, le plus grand nombre a affiché sa sympathie et son opposition morale à cette orientation sans pouvoir s'y engager, échaudés par l'habitude de perdre sur ce type de combat idéologique aux retombées concrètes imprécises et soumis au matraquage des médias aux ordres de leurs propriétaires, grands patrons, et capitalistes.

Multiplicité des appels à la mobilisation: syndicaux, non syndicaux, précaires...

Au déclenchement de la mobilisation, on trouve divers appels venant de syndicalistes, mais surtout de la sphère Internet, que ce soit la pétition médiatisée par Caroline De Haas ou l'appel *#OnVautMieuxQueCa*. Ils se sont faits en dehors des cadres syndicaux et avec une bonne maîtrise des outils de communication et de la viralité (ici positive) du Net. L'appel *#OnVautMieuxQueCa* a plus axé la revendication sur la précarité, vécue déjà aujourd'hui, que sur une étude détaillée de la loi Travail.

Il visait en tout premier lieu une jeunesse précarisée et peu accessible aux organisations syndicales, car n'ayant pas de lieu commun durable de travail. Il y a eu bien sûr aussi les appels intersyndicaux et les appels à la grève pour participer aux mobilisations. La rue étant le lieu commun à toutes ces mobilisations.

Des modalités diverses et conflictuelles: blocages, occupations de places publiques, manifestation et grèves.

Sur les modalités, il est important là aussi d'en faire le tour pour comprendre où nous en sommes et pourquoi l'échec induit par la nature de l'objet précédent, peut conduire à la division, à la recherche de la responsabilité chez «*l'autre*», plutôt qu'à une recherche des choses à améliorer dans sa tactique, dans sa stratégie ou son absence de stratégie.

Depuis le début du mouvement, des approches différentes sont apparues sur la conduite de la mobilisation contre la loi Travail. Elles ont été nombreuses et diverses, mais venaient dans un contexte passé de grandes mobilisations échouant (Retraites, Rebsamen, Macron...).

Sur ces mobilisations perdues, la critique a porté sur les «*temps forts*» qui sous-entendaient des «*temps faibles*» d'autant plus nombreux, et les appels à la «*grève générale*» sont restés mythologiques et sans lien, dans la mobilisation des travailleurs prolétaires au quotidien. Combien d'assemblées générales appelées inter-syndicalement se sont tenues dans les entreprises mobilisées contre la loi Travail? Combien de décisions de reconduction de la grève dans ces cas?

L'après 15 septembre: déprimant?

Malheureusement, ces constats d'échec ont toujours généré les mêmes réactions: dépression, défaitisme, rejet de la faute sur l'autre, aucune tentative de débats sur les stratégies et sur la faiblesse de l'aspiration à la lutte sociale parmi les exploités, le plus grand nombre d'entre elles et eux.

Fallait-il continuer après le 15 septembre alors que le niveau de mobilisation était correct? Non, si aucune nouvelle stratégie, avec de nouvelles perspectives de mobilisation, n'est proposée. Celle de certaines organisations syndicales est juridique, donc démobilisatrice et écartant de fait les travailleurs de ce combat d'experts. Le bon niveau de mobilisation du 15 septembre laisse ouverte la perspective de reprendre ce combat vital pour la défense et l'amélioration d'un droit du travail qui se préoccupe de s'opposer à la précarisation de nos vies.

Des perspectives pour se mobiliser ensemble contre le programme du Medef

Quelles ont été les nouvelles formes de lutte apparues ces dernières années? Ce sont, surtout, à mon sens, les ZAD! Sa caractéristique principale est l'alliance entre «*institutionnels*» (paysans locaux, riverains et habitants de longue date, syndicats et associations, à la marge des élus locaux, juristes et spécialistes...) et «*marginiaux*» (terme non péjoratif dans ma bouche mais que je remplacerai par «*alternatifs*», squatteurs, écologistes, autonomes...), migrants de combats en combats, de ZAD en ZAD, et s'implantant profondément et durablement dans le lieu du conflit. Cette alliance ne s'est pas faite sans défiance, sans tension ni sans préjugés réciproques, mais elle a duré et tenu face à l'adversaire qui imposait sa loi (l'État et les bétonneurs). Luites victorieuses? En tout cas, luites qui auront marqué durablement leur époque.

Sur la loi Travail, devenue pour une part du mouvement «*la loi Travail et son monde*», nous avons eu ce partage des rôles avec les «*institutionnels*» regroupés dans l'intersyndicale et les «*alternatifs*» en recherche de formes nouvelles de lutte.

Du côté des «*institutionnels*», il y a depuis toujours, la difficulté d'élaborer une stratégie de lutte et à la partager en intersyndicale. Ainsi, naissent les contradictions: le choix des «*temps forts*» est critiqué - mortifère et destructeur pour les dynamiques de lutte -, tandis que les porteurs même de cette critique ne sont pas, ou ne se sentent pas en capacité de partir «*seuls*»... Souvent, les organisations réunies en intersyndicale, se trouvent un «*temps fort*» comme dénominateur commun, à défaut de la grève générale, car ils n'interdisent pas ceux qui le veulent d'être en grève reconductible en attendant qu'elle soit généralisée. Constatons tout de suite que la grève générale nécessite le départ en grève, or il faut bien voir que ce mouvement a très peu pris dans les entreprises et que les travailleurs qui sont venus aux manifestations sont peu nombreux à être venus en grève.

Du côté des «*alternatifs*», des nouvelles formes ont été recherchées, formes de communication, de luites, de débats. Ainsi, on notera sur ces alternatives, outre les appels cités plus haut, les «*nuits rouges*» lancées par François Ruffin après le film *Merci Patron!*, devenues les «*nuits debout*», l'appel de syndicalistes «*On bloque tout*», les relais locaux avec les collectif de lutte et les actions de blocage de l'économie locale, les cortèges autonomes en forme de «*black blocs*». Pour certains syndicats comme *Solidaires* ou les CNT, ces formes de lutte sont complémentaires. Malgré les positions antisyndicales s'exprimant dans les nuits debout, des syndicalistes de *Solidaires*, des CNT, de la CGT ou même de FO ont été présents tout le temps, surtout sur Paris. Ils ont également largement participé aux tentatives de blocage de l'économie, et ont contribué à l'appel «*On bloque tout*» signés par des structures professionnelles ou interprofessionnelles.

Des intersyndicales repliées sur leurs habitudes et fermées aux autres formes de mobilisation

Il y a un conflit permanent entre les intersyndicales et les mouvements d'opposants non syndiqués ou partisans d'autres formes d'actions. Dans de nombreuses intersyndicales locales, CGT et FO se sont opposés à l'ouverture de l'intersyndicale aux CNT. Dans quelques départements en revanche, cette ouverture a eu lieu. De la même façon, le dialogue avec les collectifs de lutte a toujours été refusé par les mêmes organisations.

Par endroit, un Front syndical alternatif, composé de CNT, FSU et *Solidaires*, a pu se créer, afin d'échanger autour des intersyndicales et organiser des cortèges communs, résistant à la répression policière en fin de cortège.

La bataille: pour la banderole de tête ou contre la loi Travail et son monde?

Le 15 septembre encore, il y eut conflit, entre manifestations «*institutionnelles*» et manifestations «*alternatives*».

Pour ces deux groupes, la bataille est celle de l'image, à savoir: «*qui tiendra la tête de gondole?*». Il y a, d'un

côté, ceux qui tiennent la tête depuis le début du mouvement, sans une quelconque rotation, le service d'ordre, «*protecteur*» de la banderole intersyndicale, suivi des forces cégétistes - sauf les oppositionnels qui fréquemment rejoignaient le collectif de lutte -, et de l'autre, les «*autonomes-alternatifs*» renforcés de syndicalistes partagés entre le paternalisme (ne pas les laisser seuls s'affronter sans doute avec la police) et la volonté de voir les manifs routinières prendre une autre tournure plus dynamique.

Nous avons donc, en résumé, un mouvement parti d'un grand moment de communication (le buzz des vidéos sur YouTube, la pétition qui a caracolé en tête des «*charts*») et qui finit par une incommunicabilité à son maximum, chacun campé dans ses incapacités, ses échecs et ses écueils.

Un contexte de mobilisation chargé et lourd: entre échecs passés et état d'urgence

Si l'on revient sur le contexte de cette lutte, à savoir des mobilisations interprofessionnelles massives sur des sujets simples (comme le recul de l'âge de la retraite) sans succès, la situation d'état d'urgence avec le contrôle des manifestants, la peur des attentats... alors on peut dire que la mobilisation contre la loi Travail a été exemplaire, riche de dynamiques nouvelles, riche en renouvellement des générations (si peu d'étudiants ont participé au mouvement, les lycéens ont été actifs et présents). Il est une fois de plus à noter l'utilisation faite de l'état d'urgence pour canaliser les manifestations. La police a abondamment communiqué sur la violence des manifestants mais il y a eu, en dehors des réseaux sociaux, peu de communication sur l'ampleur de la violence policière et l'abus du recours aux flashballs en tir tendu qui laissent des séquelles à vie.

En perspective: le dialogue et la complémentarité des actions

Pour l'avenir, il faut que les deux «*mondes*» (syndical et alternatif) se parlent. Cela signifie que les organisations syndicales se remettent en question et acceptent que si elles ont le monopole de la représentation du monde du travail devant les institutions, ce n'est plus le cas pour la mobilisation des travailleurs (le nombre de travailleurs précaires peu syndiqués croît, et leur combativité aussi). Cela suppose aussi que les alternatifs veuillent bien utiliser tous leurs contacts dans les organisations syndicales pour faire évoluer cette situation et acceptent également de passer de la compétition à la complémentarité.

Philippe ARNAUD
militant syndicaliste,
membre du Cercle libertaire Jean-Barrué, Gironde.
